Le Nord, le Sud

Abraham Serfaty est l'un des animateurs de Ila Al Amam (En avant),
une organisation révolutionnaire marocaine fondée en 1970.

Après dix-sept ans de détention dans les prisons marocaines, il est
libéré en septembre 1991. Il a notamment écrit *Dans les prisons du roi*
(Messidor, 1992), et publie *la Mémoire de l'autre*, écrit avec
sa femme Christine Daure-Serfaty, (Au vif du sujet, Stock).

Pourquoi ce développement de l'intégrisme ? Telle est bien
la grande question que la Méditerranée du Sud pose au-
jourd'hui aux Européens, et qu'elle se pose d'ailleurs à
elle-même. Pour y répondre, il faut aller au fond des choses.
Parce que, bien sûr, l'intégrisme est d'une certaine manière une réaction spécifique
à divers régimes locaux. Mais, quand on y regarde de plus près, on constate que
ces régimes ont tous, à l'exception de la Libye, plus ou moins essayé d'élaborer des
solutions de développement inspirées des modèles en vigueur dans les pays du
Nord, Europe occidentale, Etats-Unis ou Union soviétique. Ils les ont d'ailleurs
transposés en réduction, par petits bouts. En effet, ils n'avaient pas à disposition
la dynamique générale des pays capitalistes développés. Et ils n'avaient pas non
plus intégré les structures politiques qui encadraient ce développement, ou bien
l'avaient fait de manière caricaturale.

Dans ce contexte, l'échec a été général. Les populations ont ressenti cette
transposition comme une nouvelle forme de domination et d'oppression : elles l'ont
rejeté, pour revenir à ce qu'elles considèrent comme leurs valeurs, et qui
sont d'ailleurs leurs valeurs, c'est-à-dire tout simplement une certaine manière
d'aborder les problèmes de la vie.

A quoi s'ajoutait le fait que, depuis un demi-siècle, il y a eu résurgence et déve-
loppement du nationalisme arabe. On ne pouvait pas véritablement prévoir la
part que prendrait la composante intégriste dans le phénomène nationaliste. Car
le nationalisme arabe était quelque chose de large. Le courant nassérien, qui était
au départ le courant principal, représentait une réelle tentative de modernité pour
l'Égypte. Le courant représenté par le Baas — et qui a donné naissance au régime

irakien et au régime syrien — a incarné une volonté exacerbée d'aller dans ce sens. Le courant dit « mouvement des nationalistes arabes » (1), de manière plus ouverte, allait également dans ce sens.

Par ailleurs, le nationalisme arabe était bel et bien un nationalisme, c'est-à-dire qu'étaient présentes dès le départ des composantes de chauvinisme et de rejet de l'autre (2). Cela formait un terreau naturel pour l'intégrisme. On a ainsi vu le très laïque Saddam Hussein inscrire « Allah ou Akbar » (3) sur le drapeau irakien, et ces glissements étaient d'autant plus faciles que le passage du nationalisme de la lutte de libération nationale à l'internationalisme n'était pas chose immédiate ni évidente, notamment en raison de la politique soviétique.

Mais l'intégrisme n'est pas un développement logique du nationalisme arabe. D'autres éléments ont joué. D'abord ce mouvement a été exacerbé par la question du sionisme, par l'appui massif que lui ont apporté les régimes occidentaux. Il a été également exacerbé par sa propre incapacité à apporter une solution au problème palestinien. Et surtout, l'intégrisme a représenté une réaction à l'échec des tentatives de développer des modèles de type occidental, remarque qui reste valide quand le modèle occidental était celui de l'Union soviétique.

Le cas algérien est tout à fait typique : c'était l'industrialisation à outrance, qui reprenait de fait le modèle soviétique des premiers plans quinquennaux. On peut dire que tous les inconvénients étaient ici réalisés. Car, d'une certaine manière, la supériorité du modèle capitaliste sur le modèle stalinien de développement, c'est qu'il reste plus ouvert, qu'il permet la coexistence d'alternatives. (Dans le modèle stalinien, on a repris la partie technocratique du modèle capitaliste et on l'a en quelque sorte totalitarisé.)

Au-delà de ces différences, le tronc commun, c'est que l'on pensait le développement en termes d'industrialisation du tiers-monde. C'était une idée extrêmement répandue, partagée par la plus grande partie des économistes, y compris par des gens extrêmement honnêtes, comme François Perroux. C'est ce modèle là qui a échoué en Algérie. Bien sûr, on peut ajouter d'autres causes, par exemple les structures bureaucratiques du FLN. Mais c'est d'abord le rejet de ce modèle là qui explique l'intégrisme algérien.

Un nouveau mode de développement

Il convient donc de rechercher une autre voie de développement, à partir des initiatives créatrices spécifiques dont chaque peuple peut être capable, et ce dans tous les domaines : politique, culturel, économique. Ces initiatives devraient bien sûr intégrer les apports de la modernité, les interioriser. Dans le monde arabe, les chercheurs qui travaillent sur ces questions sont rares. Et nous n'avons pas non plus de réalisations à examiner, sauf peut-être du côté du socialisme yéménite.

Il est intéressant, en effet, d'examiner ce qu'a été la révolution paysanne au Yémen du Sud au début des années soixante-dix. Ses traits les plus originaux ont été de refuser l'impulsion d'une réforme agraire par le haut et d'appeler les paysans eux-mêmes à se révolter contre les féodaux. Il y a eu ainsi une prise en compte naturelle des problèmes dans leur diversité, aussi bien ceux des nomades des régions les plus désertiques, que ceux des sédentaires qui se trouvent dans la partie occidentale, la plus peuplée. C'est la petite propriété qui a été choisie par la communauté paysanne comme mode d'occupation des sols. Et, c'est seulement par la suite que le problème de s'organiser en collectivités plus larges s'est posé. Quant à l'Etat, son intervention s'est limitée à la mise sur pied d'un système d'édu-

cation et d'une infrastructure sanitaire.

A l'évidence, cela a été possible parce que les dirigeants du Yémen du Sud étaient au croisement de plusieurs sensibilités et préoccupations. Ils ont ainsi été de ceux, au sein du « mouvement des nationalistes arabes », qui ont rejoint les positions marxistes, mais sans qu'ils se soient jamais rangé sous la bannière soviétique, chinoise ou cubaine. Ils ont eu également la volonté forte de construire une société réellement insérée dans les réalités culturelles et sociales du pays, en développant la créativité populaire et en assumant leur appartenance au monde arabe et leur solidarité avec celui-ci. En tout cas, l'expérience n'a pas été éphémère : pendant vingt ans, les dirigeants yéménites ont permis la survie d'une société extrêmement pauvre, en la faisant évoluer sans recourir à l'industrialisation à marches forcées. Et, contrairement à ce qui s'est passé à l'Est, cette société ne les a pas rejeté : on le voit aujourd'hui après la fusion avec le Nord et les résultats des élections du mois d'avril.

On peut trouver des indications du même ordre dans certains moments de la construction du socialisme en Chine. Il s'agit notamment de la révolution culturelle chinoise, qui est évidemment un moment contradictoire, et qui s'est largement enlisée dans des structures bureaucratiques. Mais on n'en voit souvent que les aspects négatifs. Pourtant, la manière dont il a alors été fait appel à l'initiative des masses par delà le parti, par delà l'appareil d'Etat, par delà toute une conception technocratique directement héritée du stalinisme, tout cela continue à porter ses fruits dans les campagnes chinoises. On peut, de manière plus contemporaine, trouver le même type de préoccupations dans des expériences locales que mènent une série d'ONG dans le tiers-monde, en facilitant le développement autonome de communautés villageoises.

Ce n'est pas uniquement dans le tiers-monde que des pistes de réflexion peuvent être trouvées. En Occident, il est probable, par exemple, que mai 68 a fait circuler des idées du même type, de mise en cause du modèle industrialiste, de l'industrialisation par en haut. De manière plus contemporaine, les mouvements écologiques les plus radicaux, ou les courants d'extrême gauche qui ont assimilé les apports écologiques, posent le même type de problèmes. Leur point de départ a bien sûr été différent : c'est à partir d'une vision d'ensemble des dégâts aujourd'hui causés à la planète qu'ils ont pris conscience qu'il ne fallait pas transposer le modèle de développement du Nord aux pays du Sud de la Méditerranée. Même si les habitants de ces pays peuvent à bon droit aspirer à un niveau de vie comparable à celui des catégories aisées du monde occidental, avec bien sûr un mode de vie différent.

L'essentiel est dans la mise en cause du modèle technocratique. Le développement, c'est l'émergence et l'épanouissement des capacités créatrices de l'ensemble des êtres humains, hommes, femmes et enfants. Cette question des « capacités créatrices », il faut la repenser à la lumière des nouvelles technologies. Celles-ci laissent de moins en moins de place au travail manuel. Elles permettent par contre aux capacités intellectuelles de tous les êtres humains de s'épanouir davantage. La vision ancienne de la division du travail, ou même l'éducation polytechnique telle qu'elle était conçue en URSS, ne conviennent plus à cette situation. Il n'y a de voie que dans un travail créateur — et productif — pour tous. Et l'ouverture culturelle ainsi produite — ne serait-ce qu'en raison du temps libre ainsi dégagé — renforcerait elle-même la créativité. On voit comment tout cela se tient.

Que donne cette vision générale appliquée aux pays du tiers-monde ? Si l'on prend le cas du Maroc, cela veut dire que la créativité doit être d'abord appliquée aux campagnes. L'agriculture n'y suffira pas. Il faudra une interpénétration entre

l'agriculture et une petite industrie de haute technologie. Cela ne nécessiterait pas un gros effort d'investissement de capitaux, mais demanderait par contre un énorme effort en matière d'éducation. Seul cet effort permettra, d'ailleurs, aux sociétés telles qu'elles sont, d'intégrer les nouvelles technologies. Mais c'est là le travail de toute une génération, pour simplement commencer à déboucher sur cette voie. Ce sera d'ailleurs à cette nouvelle génération de mettre concrètement sur pied les initiatives individuelles, ce qui nécessiterait qu'elle puisse bénéficier d'un contexte sociétal où les décisions seront largement décentralisées.

Il existe de nombreuses possibilités d'initiatives : micro industrie, applications de l'informatique au monde rural, développement des capacités créatrices de l'artisanat traditionnel par les nouvelles technologies, y compris en ce qui concerne le traitement des matières. Dans une région comme l'Andalousie, où il y a des structures politiques plus autonomes et plus démocratiques qu'auparavant, de telles expériences sont menées et aboutissent à des produits de qualité qui trouvent leur place sur le marché de l'exportation.

Certes, le danger subsiste d'une insertion marginale dans la division internationale du travail, avec d'un côté la grande industrie, et de l'autre, des petits pôles très qualifiés, mais qui pèseront peu. Dans une première phase historique, on ne pourra guère contourner ce problème. On pourra éviter la domination des grandes firmes industrielles sur le pays concerné. Mais on ne pourra échapper au fait que ces pays ne pourront pas mettre sur pied des firmes industrielles d'importance comparable. Cela reste vrai même pour les grands pays comme la Chine. Celle-ci est amenée à chercher des arrangements avec les grandes firmes industrielles, pour préserver ses marges d'action à moyen terme. Bien sûr, il y a risque : nombreux sont ceux qui pensent que la mise sur pied des « zones libres » entraîne la Chine vers le capitalisme.

Si l'on regarde la situation du Maroc, les solutions n'existeront sans doute qu'au niveau du Maghreb. C'est à ce niveau là qu'il faudra envisager les accords nécessaires avec telle ou telle firme internationale : il faudra essayer de maîtriser ces accords et éviter qu'ils ne nous maîtrisent.

Que peut l'Europe ?

L'Europe de Maastricht, c'est d'abord l'Europe des firmes multinationales. Ces firmes sont européennes, et en particulier allemandes, à l'exception des banques, qui servent de façade à des groupes américains.

Le problème, c'est que cette Europe là est incapable de concevoir des rapports positifs avec le tiers-monde, et notamment de penser la haute technologie comme modèle universel pour toute l'humanité. La logique du profit à court terme fait qu'elle ne peut déjà intégrer à ce développement qu'une partie de la population des pays du centre capitaliste. L'Europe marginalisait depuis longtemps une grande partie du tiers-monde : c'est la totalité du tiers-monde qu'elle est maintenant en train de marginaliser.

Au temps du colonialisme, l'Europe avait des besoins qu'elle satisfaisait par le pillage du tiers-monde. Aujourd'hui, à part quelques zones de « libre échange » que l'on peut ponctionner en main-d'œuvre à bon marché, ce n'est plus le cas. En dehors du pétrole, les besoins en matières premières minérales ont considérablement diminué : il y a les matières plastiques. Et, avec les cultures artificielles, on peut cultiver en Europe ce qui était jusqu'à présent cultivé en Afrique. On se dit parfois que si le sida rayait demain l'Afrique de la carte, ces messieurs

seraient discrètement soulagés.

Quant à ce qu'elle pourrait apporter au tiers-monde, cette Europe-là est en réalité incapable de penser un modèle suffisamment universel pour qu'il inclut ses rapports avec le sud. L'Europe de Maastricht se construit de manière autocentrée, repliée sur elle-même.

De manière générale, tant que les logiques financières l'emportent sur les logiques industrielles, les raisonnements stratégiques restent de portée limitée. Bien sûr, au siècle dernier, les raisonnements prospectifs ne dépassaient pas quelques années. Ils sont maintenant plus larges, mais dépassent rarement dix ans, tout simplement parce que, en terme de calcul économique pur, à dix ans les valeurs actualisées sont ramenées à zéro. Sur la simple base du profit, il est donc difficile d'aller au-delà des dix années. Bien sûr, il y a quelques grands patrons dont la force a justement été de savoir dépasser ce calcul économique pur pour pouvoir atteindre des visées stratégiques : c'est par exemple le cas de Watson Jr, le patron d'IBM, quand il impose, contre l'avis de tous ses cadres, le passage au transistor comme fondement de l'ordinateur. Et il y a en France l'exception d'une entreprise comme EDF-GDF. C'est une entreprise publique unique pour tout le réseau de production et de distribution de l'électricité, et qui a inscrit très fortement dans sa philosophie la notion de service public : elle a effectivement pu faire de la stratégie à long terme. Mais de manière générale les patrons des grandes firmes n'ont pas comme préoccupation d'avoir une vision générale de l'avenir du monde : cela, c'est le marché qui s'en charge.

Seule l'Europe des peuples pourrait concevoir un autre type de rapport avec le Sud. Cela signifierait un parlement européen disposant réellement du pouvoir législatif, dans lequel la conjonction des écologistes de gauche et de ce qu'il y a de plus dynamique dans la gauche classique pourrait peser pour une autre vision de l'Europe et pour une autre vision du monde. À partir de cette conjonction, il faudrait rechercher d'autres symbioses : avec les pays du Maghreb, mais aussi avec les pays d'Amérique latine, qui ont des expériences très intéressantes à faire connaître.

Le levier de la démocratie

Dans tous les cas, c'est d'une vision d'ensemble qu'il faut partir. Et c'est pour cela que la démocratie peut représenter un levier pour faire émerger une autre logique économique.

On peut emprunter deux exemples à la situation française de l'immédiat après-guerre. Premièrement, il faudrait revisiter l'idée, embryonnaire à la Libération, d'un contrôle de la gestion des entreprises. Le rôle alors dévolu aux comités d'entreprise pouvait aller dans cette voie : non pas l'autogestion, qui paraît peu réaliste, mais la conquête de positions dans l'entreprise. Bien sûr, cela voudrait dire que l'on ne passe pas directement par l'affrontement classe contre classe, mais que l'on s'oriente vers ce que Gramsci appelait une « guerre de position » à long terme, ou vers ce que Lucio Magri appelait des « ruptures successives ».

Deuxièmement, il faudrait reprendre la problématique de ce qu'était le plan indicatif français au lendemain de la guerre. Pour cela, il faut un fort secteur public, mais pas forcément la nationalisation « à la soviétique » de l'ensemble des moyens de production. Ainsi, au Maroc, le pouvoir économique est concentré en un tout petit nombre de mains. Il suffirait à un Etat marocain démocratique d'exproprier les trois principaux groupes financiers du pays pour disposer des leviers de contrôle de l'économie marocaine et raisonner en termes de plan. Ce plan doit être indicatif,

c'est-à-dire que le pouvoir ne peut contraindre à l'appliquer. Mais lui seul peut pallier les vues à court terme qu'impose la rentabilité, et dégager des objectifs à long terme. La question fondamentale, c'est que ce plan indicatif doit être le fruit de l'élaboration de l'ensemble des forces politiques et sociales de la société. Des spécialistes peuvent débroussailler le terrain. Mais il doit y avoir des débats démocratiques approfondis, dans des structures spécifiques.

Seule la démocratie peut permettre la symbiose entre la prise en compte de l'identité culturelle, l'intériorisation de la modernité et des nouvelles technologies et la nécessaire explosion de la créativité.

C'est ce qu'avaient intériorisés, au plan politique, les prisonniers de Kénitra liés à Ila Al Amam. Il est courant, dans le monde arabe, de rejeter globalement le concept de démocratie tel qu'il est né en Occident. C'est une erreur. Certes, nous savons que ce concept a donné naissance à des formes perverses de démocratie, à ce que l'on appelait jadis la démocratie bourgeoise. Et nous ne pouvons bien sûr adopter le modèle de la démocratie parlementaire tel qu'il fonctionne en Occident. Mais nous ne devons pas non plus rejeter en bloc le concept.

Ajoutons une dernière remarque. Il n'y aura pas de révolution dans le monde arabe sans conjonction entre un courant musulman progressiste et un courant progressiste laïc. Il faut donc travailler à ce que puisse apparaître, au sein du courant islamiste, l'équivalent de ce qu'a été le courant de la « théologie de la libération » chez les catholiques d'Amérique latine. C'est une tâche assurément difficile. On peut distinguer les situations selon les pays : si en Algérie le mouvement islamiste se fanatise, en Tunisie il est plus ouvert, accepte le débat, s'interroge sur la démocratie. Ceci dit, il n'y a que de tous petits embryons de pensée progressiste au sein de l'islamisme, et celui-ci est dans son ensemble dominé par l'intégrisme.

Les laïcs ont, dans ce contexte, leur responsabilité. Les vieilles démarches de la gauche anticléricale se sont fort souvent accommodées des conceptions technocratiques du développement et se sont refusées à tenter de comprendre l'importance des identités culturelles dans les problématiques développementistes. Si la gauche laïque est aujourd'hui capable de dépasser cette vision, elle peut alors faciliter l'évolution d'une partie du mouvement islamiste vers une sorte de « théologie de la libération ». C'est un chemin difficile, mais il n'y a pas d'autre chemin.

Abraham Serfaty 9

1. Fondé par Georges Habache, il a donné naissance au Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et au régime du Sud Yémen, que l'on pouvait considérer comme un régime internationaliste.

2. Seul le 3^e courant a pu dépasser cette tendance en s'ouvrant au marxisme.

3. Allah est grand.